



**MARCHE DE TRAVAUX**  
**Aménagement d'espaces de vie étudiante au**  
**bâtiment Pi – Charpente – Ossature bois -**  
**Couverture**

**Cahier des Clauses Administratives**  
**Particulières**  
**n° 24-15BIS LOT 02**

**Maître d'ouvrage**

---

Université de Toulon  
Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9  
Téléphone : 04 94 14 26 88

**Représentant du maître d'ouvrage**

---

Monsieur le Président, Xavier Leroux

**Maître d'œuvre**

---

Groupement momentané d'entreprises :

ANMA (Mandataire)

9 cour des Petites Ecuries

75010 PARIS

SIRET 388 674 459 00028

agence@anma.fr

Tél : 01.53.34.00.01

Co-traitants du groupement :

BEGP STRUCTURES – GAUJARD TECHNOLOGIE – GROUPEMENT ETUDES ET  
ENERGIES – GESTIN ARCHITECTES EIRL

## Objet du marché

---

Marché de travaux pour l'aménagement d'espaces de vie étudiante au bâtiment PI – Campus universitaire de Toulon – Charpente – Ossature bois - Couverture

# Sommaire

<b>1. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>6</b>
1.1 Objet du marché .....	6
1.2 Représentation des parties .....	6
1.3 Sous-traitance .....	6
1.4 Forme des notifications et informations au titulaire .....	7
1.5 Ordre de service .....	7
1.6 Réalisation de prestations similaires .....	7
1.7 Maîtrise d'œuvre .....	7
1.8 Contrôle technique .....	8
1.9 Prévention des risques .....	9
1.10 Études d'exécution .....	9
1.11 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier .....	9
1.12 Coordinateur SSI .....	9
1.13 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	9
1.14 Modalités, formats et caractéristiques des documents .....	10
1.15 Modification du marché .....	10
1.16 Protection des données à caractère personnel .....	10
1.17 Obligations de l'acheteur .....	12
<b>2. Durée et délais d'exécution .....</b>	<b>12</b>
2.1 Délai global d'exécution des prestations .....	12
2.2 Délai d'exécution .....	13
2.3 Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	13
<b>3. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>13</b>
<b>4. Prix - Variation des prix .....</b>	<b>14</b>
4.1 Caractéristiques des prix pratiqués .....	14
4.2 Variation de prix .....	14
4.3 Répartition des dépenses communes .....	15
<b>5. Retenue de garantie .....</b>	<b>16</b>
<b>6. Avance .....</b>	<b>17</b>
6.1 Modalités de règlement de l'avance .....	17
6.2 Modalités de résorption de l'avance .....	17
<b>7. Modalités de règlement des comptes .....</b>	<b>17</b>
7.1 Décomptes et acomptes mensuels .....	17
7.2 Paiement du solde .....	17

7.3	Présentation des demandes de paiement.....	18
7.4	Délai global de paiement .....	18
7.5	Paie ment des cotraitants .....	19
7.6	Paie ment des sous-traitants .....	19
<b>8.</b>	<b>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits</b>	<b>19</b>
8.1	Provenance des matériaux et produits.....	19
8.2	Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt .....	20
8.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	20
<b>9.</b>	<b>Conditions d'exécution des prestations.....</b>	<b>20</b>
9.1	Caractéristiques des matériaux et produits .....	20
9.2	Préparation et coordination des travaux .....	20
9.3	Etudes d'exécution .....	23
9.4	Installation et organisation du chantier.....	23
9.5	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	23
9.6	Réception des travaux .....	24
<b>10.</b>	<b>Développement durable – Dimension environnementale .....</b>	<b>24</b>
<b>11.</b>	<b>Garantie des prestations.....</b>	<b>25</b>
<b>12.</b>	<b>Généralités .....</b>	<b>25</b>
12.1	Modalités d'application .....	25
<b>13.</b>	<b>Retenues et pénalités.....</b>	<b>25</b>
13.1	Retenues et pénalités pour retard dans l'exécution des travaux .....	26
13.2	Retenues et pénalités pour retard dans la remise des documents d'études .....	26
13.3	Retenues et pénalités pour imperfections techniques.....	27
13.4	Préparation et coordination du chantier .....	27
13.5	Pénalité et retenue pour retard dans la remise des documents après exécution ..	27
13.6	Pénalités pour non réalisation des réparations de dégradations commises par le Titulaire	27
13.7	Pénalité pour salissure des voies .....	28
13.8	Pénalité pour élément de protection ou de signalisation du chantier détérioré.....	28
13.9	Pénalité pour dégradation du repérage topographique .....	28
13.10	Pénalité pour travail dissimulé .....	28
13.11	Pénalité pour retard pour non remise des documents en cours d'exécution ou contravention aux articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8222-8 et D. 8254-2 du Code du travail	28
<b>14.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....</b>	<b>29</b>
<b>15.</b>	<b>Assurance .....</b>	<b>29</b>
<b>16.</b>	<b>Résiliation .....</b>	<b>29</b>

16.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	29
16.2	Résiliation pour faute du titulaire .....	30
16.3	Redressement ou liquidation judiciaire .....	30
<b>17.</b>	<b>Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>31</b>
<b>18.</b>	<b>Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>31</b>

# 1. Objet du marché - Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Les prestations du présent marché ont pour objet : Marché de travaux pour l'aménagement d'espaces de vie étudiante au bâtiment PI Campus universitaire de Toulon concernant des travaux de Charpente – Ossature bois - Couverture

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : Université de Toulon, Bâtiment PI, 70 Avenue Roger Devoucoux 83000 Toulon

## 1.2 Représentation des parties

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage désigne, dès à présent, la Direction du patrimoine et des services techniques DPST :

- Jimmy Rigaux - Responsable du Pôle Patrimoine de la Direction du patrimoine et des services techniques - 04 94 14 25 60 – 06 46 48 28 18 - jimmy.rigaux@univ-tln.fr
- Stéphane Gillet Responsable Adjoint du Pôle Patrimoine de la DPST - 04 94 14 67 67 - 07 85 94 54 12 – stephane.gillet@univ-tln.fr
- Christine Gruffaz Directrice de la DPST - 04 94 14 27 59 - christine.gruffaz@univ-tln.fr

pour le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

## 1.3 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution

des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

#### 1.4 Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

#### 1.5 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

#### 1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

#### 1.7 Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, internes au maître d'ouvrage, sont assurées par :

Groupement momentané d'entreprises :

ANMA (Mandataire)

9 cour des Petites Ecuries

75010 PARIS

SIRET 388 674 459 00028

[agence@anma.fr](mailto:agence@anma.fr)

Tél : 01.53.34.00.01

Co-traitants du groupement :

BEGP STRUCTURES – GAUJARD TECHNOLOGIE – GROUPEMENT ETUDES ET ENERGIES – GESTIN ARCHITECTES EIRL

Le maître d'œuvre est chargé des éléments de mission suivants :

- Des études d'esquisse ;
- Des études d'avant-projet sommaire ;
- Des études avant-projet définitif ;
- Des études de projet ;
- De l'assistance pour la passation des marchés publics de travaux ;
- Des études de visa ;
- De la direction de l'exécution des travaux ;
- De l'assistance aux opérations de réception des travaux ;
- De l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux.

Les éléments de mission sont répartis entre les différents intervenants comme suit :

Organisme	Elément de mission
ANMA	Phase Etudes Phase Réalisation
BEGP STRUCTURES	Phases Etudes Phase Réalisation
BET GAUJARD	Phase Etudes Phase Réalisation
GEE	Phase Etudes Phase Réalisation
GESTIN ARCHITECTES EIRL	Phase Etudes Phase Réalisation

## 1.8 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par : Bureau DEKRA Industrial SAS

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

### **Contrôle construction**

LP - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables



LE - Solidité des existants

SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et les IGH

Av - Stabilité des avoisinants

PS - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Th - Isolation thermique et économies d'énergie

Hand - Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

ELEVIEMO - Vérification initiale partielle à la demande du maître de l'ouvrage

### **Vérification Technique**

ATTAXES - Vérification après travaux soumis à permis de construire ou autorisation de travaux et établissement de l'attestation d'accessibilité aux personnes handicapées.

ATTRT - Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement de travaux

## **1.9 Prévention des risques**

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 2 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à :

- Pour la phase de conception :  
La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par le bureau DEKRA Industrial SAS.
- Pour la phase de réalisation :  
La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par le bureau DEKRA Industrial SAS.

## **1.10 Études d'exécution**

Les études d'exécution des ouvrages ont été établies par le maître d'œuvre et seront donc fournies au dossier de consultation des entreprises.

## **1.11 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier**

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par la maîtrise d'œuvre BEGP.

## **1.12 Coordinateur SSI**

Une mission de coordination SSI a été confiée au BET SALAMANDRE.

## **1.13 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et

règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

#### **1.14 Modalités, formats et caractéristiques des documents**

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

#### **1.15 Modification du marché**

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

#### **1.16 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

##### **1.16.1 Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

##### **1.16.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

##### **1.16.3 Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

##### **1.16.4 Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes

d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

[christine.gruffaz@univ-tln.fr](mailto:christine.gruffaz@univ-tln.fr)

#### 1.16.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

##### Par courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### 1.16.6 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 1.16.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 1.16.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### 1.16.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 1.16.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 1.17 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 2. **Durée et délais d'exécution**

### 2.1 Délai global d'exécution des prestations

La durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 4 mois

selon calendrier prévisionnel fourni. Ce délai comprend UN mois de préparation.

## 2.2 Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 9 jours.

## 2.3 Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire. Le candidat est tenu de fournir un calendrier prévisionnel qui deviendra contractuel.

# 3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

### Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le cadre de réponse technique ;
- La décomposition de prix global et forfaitaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux déposé par le candidat ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTO et CCTP Charpente – Ossature bois - Couverture) ;
- Les plans du projet (architecte, BET, détails...)
- Le plan d'installation chantier (PIC) ind.D
- Le rapport Initial du Contrôleur Technique ;
- Le plan général de coordination sécurité (PGC) ;
- Le dossier d'interventions ultérieur sur l'ouvrage (DUIO)
- Le cahier des charges fonctionnel CSSI (CCF SSI)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Notices PC de sécurité et d'accessibilité
- DT-DICT

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Pièces règlementaires :

- Le code de la commande publique ;
- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

## **4. Prix - Variation des prix**

### **4.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent notamment compte des dépenses liées aux prestations, sujétions et mesures particulières décrites au CCTP ainsi qu'au respect des mesures sanitaires concernant la sécurité et la protection de la santé y compris celles liées à la crise du COVID-19, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG Travaux, le titulaire renonce expressément au bénéfice de la théorie de l'imprévision (circulaire interministérielle du 20 Novembre 1974) comme aux dispositions de l'article 1195 du Code Civil, au soutien de toute modification du prix du marché et d'indemnités.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

### **4.2 Variation de prix**

Les prix des marchés sont révisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 12/2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT16b (n-4) / BT16b (o))$$

BT16b              Charpente en bois

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

BT16b – Index du bâtiment – Charpente bois – Base 2010

### 4.3 Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

Libellé	Lot
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme. Prévoir l'intégration des logos des financeurs sur le panneau de chantier.	1
Réalisation d'un constat d'huissier d'état des lieux avant tout démarrage des travaux	1
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail. Prévoir l'intégration des logos des financeurs sur le panneau de chantier.	1
Mise en place d'une astreinte pour assurer la remise en état des installations de chantier et clôtures en cas de vandalisme ou d'intempéries	1
Installations de gardiennage et dans un site ouvert au public assurer l'ouverture du chantier le matin et sa fermeture le soir (uniquement)	1
Exécution des voies d'accès provisoires et signalisation d'installation de chantier, et des branchements provisoires d'eau et d'électricité avec compteurs (base de vie uniquement)	1
Charges temporaires de voirie et de police	Chaque lot
Installations communes de sécurité et d'hygiène	1
Amenée, repli, contrôle technique des ascenseurs matériaux (lift)	Chaque lot pour ses travaux
Branchements provisoires d'égout	Sans objet
Installation d'éclairage et de signalisation lumineuse	7
Installation du téléphone (si obligatoire)	1
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement (eau mise à disposition par l'université)	6
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement (électricité mise à disposition par l'université)	7
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	1
Frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	Non prévu
Mise en place d'un gardiennage de chantier pendant les 3 derniers mois de la phase 4. Ce gardiennage comprendra un contrôle physique des entrées / sorties en période d'ouverture du chantier et une alarme sonore plus renvoie vers une société de gardiennage en dehors des heures d'ouverture.	Non prévu

Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	Chaque lot pour ses travaux
Evacuation des déblais liés au lot jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre	Chaque lot pour ses travaux
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	Chaque lot pour ses travaux
Nettoyage, réparation et remise en état des installations salies ou détériorées par le titulaire du lot	Chaque lot pour ses travaux

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone (base de vie uniquement)
Chauffage du chantier (base de vie uniquement)
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal n°1) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 01 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

Dans tous les cas, la maîtrise d'ouvrage ne saurait être tenue responsable ou médiatrice des différends tirets du compte prorata.

## 5. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ou de 3 % si le titulaire est une PME comme mentionné à l'article R2151.13 du code de la commande publique.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.



Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## 6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### 6.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

### 6.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

## 7. Modalités de règlement des comptes

### 7.1 Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

### 7.2 Paieement du solde

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG travaux, le paiement du solde sera conditionné par :

- La production d'un quitus par le gestionnaire du compte prorata attestant que le titulaire est à jour du paiement de ses factures,

- La production par le maître d'œuvre de la levée des réserves à la réception par le titulaire.

### 7.3 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché (24-15BIS LOT 02) ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les demandes de paiement seront libellées à l'attention du maître d'ouvrage et devront parvenir au maître d'œuvre désigné à l'article 1.8 "intervenants" du présent CCAP.

### 7.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article 13.4.4 du C.C.A.G. Travaux, si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 13.3.1 du C.C.A.G. travaux ;

- du projet d'état du solde hors révision des prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 13.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de 15 jours à compter la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire, par dérogation à l'article 13.4.4 du C.C.A.G.-Travaux. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions de l'article 13.4.2.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du C.C.A.G.- Travaux, si dans ce délai de 15 jours le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général établi dans les conditions prévues à l'article 13.4.2 du C.C.A.G.- Travaux, le décompte général sera considéré comme tacitement refusé par le pouvoir adjudicateur.

## **7.5 Païement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou au nom du groupement, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

## **7.6 Païement des sous-traitants**

La procédure de paiement direct sera utilisée dès que le montant des prestations dues à chacun des sous-traitants sera supérieur à 600 € TTC. Elle s'effectuera en autoliquidation.

A cet effet, le titulaire du marché ou le Mandataire d'un Groupement solidaire doit joindre en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée par ses soins, indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

En cas d'un groupement conjoint, l'acceptation de la somme à payer à chaque sous-traitant fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA, sauf pour les paiements directs des sous-traitants, les factures seront présentées en auto liquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# **8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

## **8.1 Provenance des matériaux et produits**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

## **8.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt**

Le maître d'ouvrage ne mettra pas à disposition du titulaire de lieux d'extraction ou d'emprunt.

## **8.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

### **8.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier**

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

### **8.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

## **9. Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1 Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 Préparation et coordination des travaux**

#### **9.2.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 1 mois à compter du début de ce délai.

DOCUMENT	A FOURNIR (au plus tard)	pour VISA de
Effectifs prévisionnels affectés au chantier.	1 semaine après le début de la période de préparation	CSPS

<p>Nom et la qualité des personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Responsable d'affaire,</li> <li>➤ Chargé de sécurité (interlocuteur privilégié du Coordinateur SPS)</li> </ul> <p>Responsable qualité du Titulaire</p>	1 semaine après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre
Liste prévisionnelle des documents à fournir par l'entrepreneur (y compris les documents d'études d'exécution) et établissement de l'échéancier de production de ces documents. Cette liste sera ensuite tenue à jour et remise chaque mois au maître d'œuvre en cas de modification.	1 semaine après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre et OPC
Constat d'huissier d'état des lieux avant démarrage des travaux	2 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre et OPC
Mise à jour du calendrier détaillé d'exécution des prestations. Ce calendrier devra tenir compte du délai d'exécution fixé et être accompagné de tous renseignements nécessaires sur les méthodes, les matériels, les effectifs, les approvisionnements en matériaux, et toute(s) autre(s) mesure(s) générale(s) que l'entrepreneur entend prendre à cet effet.	3 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre et OPC
Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, tel que prescrit par l'article 28-2 du CCAG Travaux. Le plan d'installation précise le type et l'emplacement des branchements (eau, électricité, téléphone, assainissement, etc...) et les dates d'exploitation.	1 semaine après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre, CSPS et OPC
Plans de circulation et de phasage (dossier d'exploitation nécessaire à l'exécution des travaux et à l'obtention des arrêtés de circulation). Seront également précisées les dispositions à prendre en compte concernant la signalisation provisoire de chantier.	2 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'Œuvre et OPC
Procédures d'exécution et contrôles, ou documents préalables, avec recensement des points critiques et des points d'arrêt, et préparation des cadres des documents de suivi	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'Œuvre
Plan d'Organisation et d'Intervention (POI) décrivant de manière opérationnelle les conduites et actions à mener en cas de détection de pollution accidentelle	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'œuvre et OPC
Présentation d'un plan d'organisation de la collecte et de l'élimination des déchets	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'œuvre
Plan de contrôle et d'essais	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'Œuvre
Présentation des copies des Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) et plus généralement les autorisations administratives nécessaires au démarrage des travaux (plan de retrait de l'amiante)	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'Œuvre
Sous détails demandés des prix du marché	Avant expiration de la période de préparation	Maître d'Œuvre

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 1 semaine avant le début des travaux.

### 9.2.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 400,00 €, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

La pénalité forfaitaire est appliquée après mise en demeure du titulaire restée sans effet.

Les retenues provisoires sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées après la remise complète des documents.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 9.2.3 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## 9.3 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## 9.4 Installation et organisation du chantier

### 9.4.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 9.4.2 Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## 9.5 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

### 9.5.1 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### 9.5.2 Nettoyage, propreté de chantier

Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation des gravois au fur et à mesure sont une obligation contractuelle.

En cas de défaillance et de non-respect des consignes de propreté de chantier et d'évacuation des déchets, le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de faire intervenir le lot nettoyage aux frais exclusifs du ou des entrepreneurs défaillants sur simple constat en réunion de chantier.

#### Remarque importante :

≡ l'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont il est chargé.

L'entrepreneur a, à sa charge en sus du nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il aura détériorées.

Le coût des prestations de nettoyage seront retenues sur la demande d'acompte suivante.

#### 9.5.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### 9.5.4 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

### 9.6 Réception des travaux

#### 9.6.1 Réception partielle

Article sans objet

#### 9.6.2 Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des clauses techniques particulières.

## 10. Développement durable – Dimension environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire du marché limitera les risques de nuisances acoustiques engendrées par le chantier, selon le principe que les bruits de chantier ne doivent pas causer une gêne excessive pour le voisinage ni l'environnement. Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes :

1. Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 85 dB.
2. L'entreprise devra, préalablement au début des travaux, présenter au maître d'œuvre, sur demande de ce dernier, les mesures qu'il envisage de prendre pour atténuer le bruit.
3. L'entreprise devra être en possession des certificats de conformité acoustique de l'ensemble des engins et matériels présents sur le chantier.
4. Le travail de nuit (20h – 7h) et jours fériés est interdit sauf dérogation spéciale.

En application de l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 500€ HT.

#### Exploitation :

Compte-tenu de la présence de studios d'enregistrement et de salles d'examen sous l'emprise travaux, il sera nécessaire d'adapter le planning horaire des travaux bruyants par rapport aux



enregistrements ou examens qui peuvent avoir lieu. Les emplois du temps pour les enregistrements et examens seront communiqués à l'avance et aucune contrepartie ne sera acceptée pour la modification du planning horaire.

## 11. Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Garantie particulière de reprise des végétaux constatée au deuxième printemps qui suit leur plantation.

## 12. Généralités

Conformément à l'article 3.2 du CCAG-Travaux, tous les délais mentionnés dans le présent marché s'entendent en jours calendaires.

En cas de dépassement d'un délai imparti au titulaire, la période d'application des pénalités ou retenues correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes sont appliquées.

### 12.1 Modalités d'application

En cas de retard dans l'exécution ou le manquement d'une prestation, sur simple constatation et sans mise en demeure, le titulaire subit des pénalités ou retenues qui seront opérées par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

L'OPC et le maître d'œuvre sont réputés qualifiés pour constater un retard et ses conséquences ou un manquement.

## 13. Retenues et pénalités

Les pénalités stipulées au présent marché s'appliquent sur décision du maître de l'ouvrage, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le maître d'ouvrage de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Aucune mise en demeure n'est nécessaire en cas d'application des pénalités stipulées au présent marché.

Pour tout retard constaté, une retenue provisoire s'opèrera de plein droit sur le montant des décomptes des entreprises, sur présentation d'un constat dressé par l'OPC ou par le maître d'œuvre.

Sur avis de l'OPC, le maître d'œuvre a, à tout moment, la faculté de proposer au représentant du pouvoir adjudicateur soit que la retenue provisoire soit levée, soit qu'elle devienne, en tout ou partie, pénalité définitive à l'encontre de l'entreprise fautive.

Dans le cas de résiliation, les retenues provisoires deviennent pénalités définitives et sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise.

Le montant de la retenue ou pénalités est déterminé par jour calendaire, soit par un montant fixe, soit par un pourcentage du montant HT de l'ensemble du marché avec un minimum précisé ci-après. Par montant HT de l'ensemble du marché, il est entendu le montant qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, basés sur les prix HT.

### **13.1 Retenues et pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

La constatation du retard est établie par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement prévu par le calendrier contractuel d'exécution.

Pour l'état d'avancement, chaque tâche de travaux ou prestation est, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, réputée uniforme dans sa progression à l'intérieur du délai imparti pour cette tâche.

Si les pénalités de retard ne couvrent pas la totalité du préjudice subi, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entreprise responsable du retard le remboursement du coût réel des dispositions qu'il aura dû prendre pour résorber le retard.

Leur répartition entre les entreprises est établie par l'OPC en accord avec le maître d'œuvre.

Toutefois, passé un retard non justifié sur le délai contractuel, et 15 (quinze) jours calendaires après mise en demeure restée sans effet, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire poursuivre l'exécution des ouvrages aux frais de l'entrepreneur défaillant par l'entreprise de son choix, sans préjuger de l'action possible en dommages et intérêts.

- Pour retard d'exécution des travaux, retard de chaque tâche critique ou devenue critique dans le calendrier contractuel d'exécution des travaux (les tâches critiques peuvent être des tâches ordinaires qui ont des conséquences critiques) ;
- Pour retard des travaux permettant la levée des réserves formulée lors de la réception ;
- Pour retard dans les levées de réserves, après réception, ou opérations préalables à la réception, ou état des lieux
- Retard dans la remise des éléments de plannings à fournir à l'OPC pour lui permettre d'établir le calendrier détaillé des travaux et au directeur de synthèse de préparer le planning de synthèse par jour calendaire : **1/1000ème du montant du marché.**

### **13.2 Retenues et pénalités pour retard dans la remise des documents d'études**

**Nota :** Les retenues et pénalités sont applicables même si les retards sont dus au refus de visa du maître d'œuvre, du directeur de synthèse, du contrôleur technique, ou du coordonnateur de sécurité.

- Pour retard dans la remise des documents de synthèse dus par le titulaire dans le cadre de ses obligations contractuelles, suivant le planning établi par le directeur de synthèse et validé par l'OPC et le maître d'œuvre ;
- Pour retard dans la remise des documents dus par le titulaire dans le cadre de ses obligations contractuelles (plans, réservations, notes de calculs, descentes de charges, pièces écrites, notes méthodologiques), suivant le planning de suivi des études établi par l'OPC ;
- Pour retard dans la présentation de prototypes et échantillons demandés par le maître d'œuvre et figurant aux comptes rendus de chantier ;

- Pour retard de remise de PPSPS par l'entrepreneur suivant la date fixée par l'OPC ;
- Pour retard dans la remise des documents nécessaires à la constitution du dossier d'identité du SSI. La liste de ces documents sera établie par le coordonnateur SSI ;
- Pour retard dans la remise des documents nécessaires à la constitution du DIUO ;
- Pour retard dans la remise du projet de décompte final ;

par jour calendaire 1/1000ème du montant du marché.

#### 12.6- Retenues et pénalités pour manquement

- Pour absence ou retard aux rendez-vous et réunions dûment signifiés par le maître de l'ouvrage ou son représentant, le maître d'œuvre, l'OPC, le CT, le CSPS, ou le CSSI :

- pour chaque absence ou retard supérieur à 30 minutes : 300 € ;

- pour utilisation du téléphone portable en cours de réunion : 100 €.

- Pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, de la notice d'organisation de chantier, y compris le retard dans le nettoyage du chantier :

par jour calendaire : **1/1000ème du montant du marché.**

### 13.3 Retenues et pénalités pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41 alinéa 7 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfaction provisoire de 50 % (cinquante pour cent) du montant HT des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global forfaitaire.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

### 13.4 Préparation et coordination du chantier

En cas de non-respect des délais fixés l'article 9.3 ci-avant, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 €, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Une pénalité de 150 € / jour de retard dans la mise en place des éléments de l'installation de chantier décrits dans le PGC sera appliquée.

### 13.5 Pénalité et retenue pour retard dans la remise des documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s). Cette retenue sera égale à :

- 5 000 €

Cette retenue n'exonère pas le titulaire de la pénalité ci-après qui sera appliquée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

Cette pénalité sera égale à par jour calendaire : **1/5000ème du montant du marché**

### 13.6 Pénalités pour non réalisation des réparations de dégradations commises par le Titulaire

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais dans un délai fixé par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le maître d'ouvrage les fera réaliser aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

De plus, une pénalité égale à 10% du coût des réparations sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût des réparations. Le titulaire restera responsable vis à vis du maître d'ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées aux voies et ouvrages publics ou privés.

### **13.7 Pénalité pour salissure des voies**

En cas de salissure des voies, le maître d'œuvre notifiera au titulaire une injonction de nettoyage en fixant un délai qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai donnera lieu à une pénalité de 100 € par heure, et en cas d'urgence à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs du titulaire.

### **13.8 Pénalité pour élément de protection ou de signalisation du chantier détérioré**

Si un élément de clôture, de signalisation ou de déviation est détérioré et n'assure plus de ce fait sa fonction, ou est manquant, le maître d'œuvre notifiera au titulaire une injonction pour sa réparation, son remplacement ou sa mise en œuvre, en fixant un délai fonction du danger. En cas de non-respect du délai ou de réimplantation défectueuse, le maître d'œuvre fera exécuter cette remise en fonction aux frais du titulaire, qui sera de plus soumis à une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

### **13.9 Pénalité pour dégradation du repérage topographique**

Si un point de repère topographique mis à la disposition du titulaire est déplacé ou détérioré et n'assure plus de ce fait sa fonction, le maître d'œuvre notifiera au titulaire une injonction pour sa réparation ou son remplacement, en fixant un délai fonction de l'incidence sur le déroulement des travaux. En cas de non-respect du délai, le maître d'œuvre fera exécuter cette remise en fonction aux frais du titulaire, qui sera de plus soumis à une pénalité de 500 € par point de repère dégradé et par jour calendaire à partir du premier jour de retard.

### **13.10 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.11 Pénalité pour retard pour non remise des documents en cours d'exécution ou contravention aux articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8222-8 et D. 8254-2 du Code du travail**

La non fourniture des documents par le titulaire, entraînera l'application d'une pénalité d'un montant de 50 € par jour calendaire de retard jusqu'à la date de régularisation ou jusqu'à la veille incluse du jour de la date effective de la résiliation du marché à ses torts en application des dispositions des articles 50.3 du CCAG Travaux.

Dans le cas où le titulaire contreviendrait aux articles D8222-5, D8222-7, D8222-8 et D8254-

2 du Code du travail le marché pourra être résilié à ses torts, après mise en demeure restée infructueuse, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit.

Le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Au-delà de ce délai une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée jusqu'à la date de régularisation ou jusqu'à la veille incluse du jour de la date effective de la résiliation du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur établira alors un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités seront retenues sur les sommes dues au titulaire.

## **14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

## **15. Assurance**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil

## **16. Résiliation**

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### **16.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations

aux frais et risques du titulaire.

## **16.2 Résiliation pour faute du titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le membre du groupement dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

## **16.3 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois

ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

## 18. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives*
- A l'article 9 par l'article *Prix - Variation des prix*
- À l'article 12.4 par l'article *Paiement du solde*
- À l'article 13.4.4 par l'article *Délai global de paiement*
- À l'article 28.1 par l'article *Préparation et coordination des travaux*
- À l'article 20.1 par l'article *Généralités*
- À l'article 52.1 par l'article *Résiliation pour faute du titulaire*